

- WILLEMS, G., « Le genre non binaire et fluide consacré par la Cour constitutionnelle : faut-il flexibiliser ou abolir l'enregistrement civil du sexe ? », *Rev. trim. dr. h.*, 2020, pp. 895 et s.
- WILLEMS, G., « La filiation après PMA à l'épreuve du contrôle de constitutionnalité : vers une consécration législative de la parenté intentionnelle ? », *J.T.*, 2019, pp. 455 et s.
- WILLEMS, G., « La filiation et l'intérêt supérieur de l'enfant dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *J.E.D.H.*, 2018/5, pp. 435 et s.
- WUYTS, T., « Biologisch ouderschap en de rol van het belang van het kind bij de vestiging van een afstammingsband », *T.J.K.*, 2021/1, pp. 71 et s.
- WUYTS, T., « De impact van het recht op identiteit op afstammingsvorderingen en de naamgeving », *T.J.K.*, 2021/3, pp. 233 et s.

Table des matières

Avant-propos	5
Remerciements	7
Liste des abréviations	9
INTRODUCTION	
CHAPITRE 1. – Délimitation de l'objet de l'ouvrage	15
CHAPITRE 2. – Notion de famille et droit	17
CHAPITRE 3. – Sources formelles contemporaines du droit de la famille	21
Section 1. – Instruments internationaux	21
§ 1 ^{er} . Diversité des instruments internationaux invoquant la famille ou la vie familiale	21
§ 2. Effets juridiques des traités	21
A. Dans l'ordre international	21
B. Dans l'ordre interne	22
Section 2. – Constitution	28
Section 3. – Loi	30
Section 4. – Jurisprudence	30
Section 5. – Doctrine	30
Section 6. – Contrats	30

PARTIE I
TRIBUNAL DE LA FAMILLE

CHAPITRE 1. – Création du tribunal de la famille	33
CHAPITRE 2. – Compétence matérielle : l'article 572bis du Code judiciaire	35
CHAPITRE 3. – Compétence territoriale : l'article 629bis du Code judiciaire	41
Section 1. – Règles inscrites en cascade aux paragraphes 2 à 5	41
Section 2. – Cas d'une précédente demande	42
Section 3. – Regroupement éventuel des demandes	43
Section 4. – Possibilité de dérogation judiciaire	44
Section 5. – Choix des parties	45
CHAPITRE 4. – Mesures urgentes	47
Section 1. – Urgence invoquée et urgence réputée	47
Section 2. – Mesures provisoires	51
Section 3. – Saisine permanente	55
CHAPITRE 5. – Pouvoirs d'investigation du juge relatifs à la situation des enfants mineurs et audition éventuelle : l'article 1253ter/6 du Code judiciaire	61
Section 1. – Investigations	62
Section 2. – Audition de l'enfant mineur	62
CHAPITRE 6. – Rôle du ministère public	71
Section 1. – Pouvoir d'action et de réquisition	71
Section 2. – Affaires communicables et éventuel avis	72
Section 3. – Interdiction de résidence	73

CHAPITRE 7. – Dossier familial	77
CHAPITRE 8. – Modes amiables de résolution des conflits	79
Section 1. – Information préalable des parties	79
Section 2. – Médiation	80
§ 1 ^{er} . Médiation extrajudiciaire	80
§ 2. Médiation judiciaire	81
Section 3. – Droit collaboratif	84
Section 4. – Rôle du juge et comparution personnelle des parties	86
Section 5. – Chambres de règlement à l'amiable	90
Section 6. – Tableau récapitulatif	93
CHAPITRE 9. – Exécution provisoire des décisions du tribunal de la famille	95

PARTIE II
COUPLE

CHAPITRE 1. – Cohabitation de fait	101
Section 1. – Organisation juridique de la cohabitation de fait	101
§ 1 ^{er} . Notion de cohabitation de fait	101
§ 2. Évolution de la cohabitation de fait	102
§ 3. Régime juridique de la cohabitation de fait	102
§ 4. Organisation conventionnelle de la cohabitation de fait	104
A. Conventions relatives aux relations personnelles des concubins	105
B. Conventions relatives aux enfants	106
C. Conventions relatives aux biens	107
D. Forme des conventions de vie commune	107
Section 2. – Séparation des cohabitants de fait	107
§ 1 ^{er} . Effets personnels entre les ex-concubins	110
A. Obligation naturelle novée en obligation civile	110
B. Responsabilité civile	114
C. Droit conventionnel aux aliments	114
§ 2. Effets de la rupture quant aux enfants	114
§ 3. Effets de la rupture quant aux biens	115

CHAPITRE 2. – Cohabitation légale	121
Section 1. – Notion de cohabitation légale et déclaration	121
Section 2. – Lutte contre les cohabitations légales frauduleuses ou forcées	122
§ 1 ^{er} . Sanctions civiles	122
§ 2. Sanctions pénales et possibilité d'annulation par le juge pénal	128
§ 3. Sanctions administratives de la cohabitation légale frauduleuse	128
Section 3. – Effets de la cohabitation légale	128
Section 4. – Organisation conventionnelle de la cohabitation légale	130
Section 5. – Conflits du couple cohabitant et cessation de la cohabitation légale	131
§ 1 ^{er} . Modes de rupture	131
§ 2. Procédures de règlement des conflits	132
A. Mesures urgentes avant la cessation de la cohabitation	132
B. Mesures urgentes après la cessation de la cohabitation	133
§ 3. Effets de la cessation de la cohabitation légale	133
A. Effets personnels entre les ex-cohabitants légaux	133
B. Effets de la cessation quant aux enfants	134
C. Effets de la cessation quant aux biens	134
CHAPITRE 3. – Mariage	135
Section 1. – Absence de définition juridique du mariage	135
Section 2. – Absence de reconnaissance juridique des fiançailles	135
Section 3. – Conditions du mariage et leur sanction	137
§ 1 ^{er} . Régime des nullités	137
§ 2. Conditions de fond du mariage et leur sanction	139
A. Condition supprimée : différence de sexe	139
B. Première condition de fond : être en vie	139
C. Deuxième condition de fond : avoir atteint l'âge nubile	139
D. Troisième condition de fond : le consentement des époux	143

a. Dol	144
b. Lésion	144
c. Erreur	144
d. Violence	145
E. Quatrième condition de fond : avoir l'intention de créer une communauté de vie durable	146
a. Sanctions civiles du mariage frauduleux	148
1. Contrôle <i>a priori</i>	148
2. Contrôle <i>a posteriori</i>	154
b. Sanctions pénales du mariage frauduleux et possibilité d'annulation par le juge pénal	154
F. Cinquième condition de fond : l'absence de mariage antérieur non dissous	155
G. Sixième condition de fond : l'absence de certains liens de parenté ou d'alliance	156
a. Interdiction du mariage incestueux	156
b. Préalable : le comput civil	157
c. Empêchements à mariage	158
§ 3. Conditions de forme du mariage et leur sanction	161
A. Première condition de forme : la déclaration de mariage	161
B. Deuxième condition de forme : la célébration	162
§ 4. Mariage putatif	163
Section 4. – Effets du mariage entre époux	165
§ 1 ^{er} . Régime primaire	165
A. Devoir de cohabitation	165
B. Devoir de fidélité	167
C. Devoir d'assistance	168
D. Devoir de secours et de contribution aux charges du mariage	168
E. Protection du logement principal de la famille	173
F. Exercice d'une profession	175
G. Usage du nom du conjoint	175
H. Perception, gestion et utilisation individuelle des revenus	176
I. Ouverture d'un compte et location d'un coffre-fort	176
J. Possibilité de donner mandat à son conjoint	176
K. Possibilité de demander un mandat judiciaire	177
§ 2. Régime matrimonial secondaire	178
A. Principes	178
B. Contrat de mariage	178

C. Régime légal	179
D. Séparation de biens	182
Section 5. – Effets du mariage à l'égard des enfants – renvoi	183
Section 6. – Crises du mariage	183
§ 1 ^{er} . Séparation de fait non judiciaire	183
§ 2. Mesures urgentes ordonnées par le tribunal de la famille	185
§ 3. Divorce	185
A. Divorce après désunion irrémédiable	185
a. Articles 229 de l'ancien Code civil et 1255 du Code judiciaire	185
b. Désunion irrémédiable établie par toutes voies de droit (art. 229, § 1 ^{er} , anc. C. civ. ; art. 1255, § 5, C. jud.)	186
1. Principe	186
2. Place de la faute	188
3. Faits exclusifs de tout manquement	189
c. Désunion irrémédiable établie par l'écoulement d'un délai (art. 229, §§ 2 et 3, anc. C. civ. ; art. 1255, §§ 1 ^{er} à 4, C. jud.)	189
1. Délai de séparation ou délai de procédure	189
2. La demande est formée conjointement	190
3. La demande est formée par un seul époux	191
d. Applicabilité concurrente des preuves de la désunion irrémédiable	192
e. Procédure au fond	193
1. Délai de l'action	193
2. Introduction de l'action au fond	193
3. Tentative de conciliation et éventuelle médiation (art. 1255, § 6, C. jud.)	195
4. Homologation des éventuels accords	195
5. Modification éventuelle du fondement de la demande et demandes subsidiaires	196
6. Délai d'appel	196
7. Délai de pourvoi en cassation	197
8. Mention à l'acte de mariage ou établissement de l'acte de divorce	197
f. Mesures urgentes pendant la procédure en divorce	197
g. Effets du divorce après désunion irrémédiable	200
1. Effets du divorce quant à la personne des ex-époux	200

• Extinction des droits et des devoirs liés au mariage	200
• Pension après divorce	201
Accords éventuels	201
Principe d'attribution et montant de la pension alimentaire	201
Exception : faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune	208
Limitation dans le temps	216
Prolongation éventuelle	217
Modification de la pension après divorce	218
Circonstances mettant fin à la pension après divorce	219
Autres traits de la pension après divorce	220
2. Effets du divorce quant aux biens des ex-époux	221
• Point de départ	221
• Sort des droits de survie	223
• Liquidation du régime matrimonial et partage	223
Liquidation dans le régime légal	224
– Détermination des masses actives et passives	225
– Comptes de récompenses	228
– Paiement des dettes communes	236
– Règlement des récompenses (art. 1442 et s. anc. C. civ.) (paiement en espèces ou par prélèvement)	237
– Comptes de l'indivision postcommunautaire	237
– Partage de l'actif net (art. 1445 et s. anc. C. civ.)	240
Liquidation dans le régime de séparation de biens pure et simple	241
3. Effets du divorce quant aux enfants	245
B. Divorce par consentement mutuel	245
a. Nature du divorce par consentement mutuel	245
b. Formalités préalables au divorce par consentement mutuel	246
1. Inventaire	246
2. Règlement transactionnel	246
• Principe	246
• Forme	247
• Contenu	247

3. Conventions relatives aux effets personnels du divorce	248
• Forme	248
• Conventions relatives aux époux	248
• Conventions relatives aux enfants mineurs	249
Exercice de l'autorité parentale, administration des biens des enfants mineurs et droit aux relations personnelles	249
Contribution aux frais d'entretien, d'éducation et de formation	249
c. Procédure en divorce par consentement mutuel	251
1. Introduction de la demande	251
2. Information et avis facultatif du procureur du Roi	252
3. Éventuelle comparution	253
4. Modification éventuelle des conventions en cours de procédure	254
5. Conclusions du procureur du Roi	254
6. Jugement	254
7. Voies de recours	255
8. Mention à l'acte de mariage ou établissement de l'acte de divorce	255
d. Effets du divorce par consentement mutuel	256
1. Effets entre époux	256
• Effets personnels	256
• Effets patrimoniaux	256
2. Effets à l'égard des tiers	257
3. Sort des conventions relatives aux enfants	257
• « Révisabilité » judiciaire	257
• Modification conventionnelle	258
§ 4. Séparation de corps	259

PARTIE III

ENFANTS

CHAPITRE 1. – Filiation	263
Section 1. – Introduction	263
Section 2. – Filiation et droits fondamentaux	264
Section 3. – Grandes réformes du droit de la filiation	264
Section 4. – Établissement de la filiation	270
§ 1 ^{er} . Établissement de la filiation maternelle	270
A. Établissement de la filiation maternelle par l'effet de la loi	270
a. Principe : la mère est désignée par l'acte de naissance	270
b. Accouchement sous X	272
B. Établissement de la filiation maternelle par reconnaissance	278
C. Établissement de la filiation maternelle par jugement	279
§ 2. Établissement de la filiation paternelle	279
A. Établissement de la filiation paternelle par l'effet de la loi	279
a. Présomption de paternité du mari de la mère	279
b. Désactivation de la présomption de paternité	281
c. Applications	283
B. Établissement de la filiation paternelle par reconnaissance	284
a. Hypothèses visées par la loi	284
b. Généralités	285
c. Formalités	286
d. Conditions de la reconnaissance	289
1. Exigences en matière de lutte contre les reconnaissances frauduleuses	289
2. Exigences de consentement	296
3. Enfant incestueux	301
4. Cas particulier du viol de la mère par le candidat à la reconnaissance durant la période légale de conception	302
5. Enfant conçu	302
6. Enfant décédé	302
e. Conflits de reconnaissance	303

C. Établissement de la filiation paternelle	
par jugement	303
a. Subsidiarité de l'action en recherche de paternité	303
b. Conditions de recevabilité	304
1. Enfant incestueux	304
2. Enfant qui n'est pas né viable	305
3. Cas particulier du viol de la mère	
par le demandeur en recherche de paternité	
durant la période légale de conception	305
c. Conditions de fond	306
1. Preuve de la paternité	306
2. Exigences de consentement	310
d. Règles de procédure	320
1. Tribunal compétent	320
2. Titulaires et parties à la cause	320
3. Délai	321
4. Décision	322
e. Effets de la décision établissant la filiation	322
§ 3. Établissement de la filiation à l'égard de la coparente	323
A. Établissement de la comaternité par l'effet de la loi	323
a. Présomption de comaternité de l'épouse	
de la mère	323
b. Désactivation de la présomption de comaternité	324
B. Établissement de la comaternité par reconnaissance	324
a. Hypothèses visées par la loi	324
b. Formalités	325
c. Conditions de la reconnaissance	325
1. Exigences en matière de lutte	
contre les reconnaissances frauduleuses	325
2. Exigences de consentement	325
3. Enfant incestueux	326
4. Enfant conçu	327
5. Enfant décédé	327
d. Conflits de reconnaissance	327
C. Établissement de la comaternité par jugement	327
a. Subsidiarité de l'action en recherche	
de comaternité	327
b. Conditions de recevabilité	328
1. Enfant incestueux	328
2. Enfant qui n'est pas né viable	328
3. Cas particulier du viol de la mère	
durant la période légale de conception	328

c. Conditions de fond	328
1. Preuve de la comaternité	328
2. Exigences de consentement	329
d. Règles de procédure	329
e. Effets de la décision	330
§ 4. Filiation des enfants issus de personnes transgenres	330
A. Régime antérieur à la loi de 2017 et régime actuel	
des personnes transgenres	330
B. Conséquences de la loi de 2017 sur le droit	
de la filiation	336
a. Enfants nés avant la modification	
de l'enregistrement du sexe	336
b. Enfants nés après la modification	
de l'enregistrement du sexe	337
1. Enfants issus d'un homme transgenre	
(né femme)	338
2. Enfants issus d'une femme transgenre	
(née homme)	339
Section 5. – Contestation de la filiation	340
§ 1 ^{er} . Règles communes à la contestation de la filiation	
maternelle, de la filiation paternelle et de la filiation	
à l'égard de la coparente	340
A. Modes de preuve	340
B. Fins de non-recevoir	342
a. Enfant qui n'est pas né viable	342
b. Possession d'état	342
C. Procédure	350
D. Effets de la décision rendue en matière de filiation	351
§ 2. Contestation de la filiation maternelle	351
A. Contestation de la filiation maternelle établie	
par l'effet de la loi	351
a. Titulaires de l'action	351
b. Délais	351
c. Conditions de recevabilité	351
d. Conditions de fond	351
B. Contestation de la filiation maternelle établie	
par reconnaissance	353
a. Titulaires de l'action	353
b. Délais	354
c. Conditions de recevabilité	354
d. Conditions de fond	354

C.	Contestation de la filiation maternelle établie par jugement	355
§ 3.	Contestation de la filiation paternelle	355
A.	Contestation de la filiation paternelle établie par l'effet de la loi	355
a.	Titulaires de l'action	357
b.	Délais	357
c.	Conditions de recevabilité	365
1.	Enfant né viable	365
2.	Possession d'état	365
3.	Hypothèse de l'insémination artificielle consentie par le mari	367
d.	Conditions de fond	368
1.	Cas où la présomption est dite « forte »	368
2.	Cas où la présomption est dite « faible »	368
3.	Condition propre à l'homme qui revendique la paternité	368
4.	Condition propre à la femme qui revendique la comaternité	371
B.	Contestation de la filiation paternelle établie par reconnaissance	371
a.	Titulaires de l'action	372
b.	Délais	376
c.	Conditions de recevabilité	377
d.	Conditions de fond	383
C.	Contestation de la filiation paternelle établie par jugement	388
§ 4.	Contestation de la filiation établie à l'égard de la coparente	388
A.	Contestation de la comaternité établie par l'effet de la loi	388
a.	Titulaires de l'action	389
b.	Délais	390
c.	Conditions de recevabilité	390
d.	Conditions de fond	391
B.	Contestation de la comaternité établie par reconnaissance	391
a.	Titulaires de l'action	393
b.	Délais	393
c.	Conditions de recevabilité	394
d.	Conditions de fond	394

C.	Contestation de la comaternité établie par jugement	395
Section 6.	Impact de la procréation médicalement assistée et de la gestation pour autrui sur le droit de la filiation	395
§ 1 ^{er} .	Procréation médicalement assistée (« PMA »)	395
A.	Conditions d'accès à la PMA	396
B.	Convention	397
C.	Sort des gamètes et des embryons surnuméraires	397
D.	Insémination et implantation <i>post mortem</i>	398
E.	Filiation	398
F.	Anonymat du don	401
§ 2.	Gestation pour autrui (« GPA »)	405
A.	Situation en Belgique	405
B.	Établissement de la filiation suite à une GPA pratiquée en Belgique	406
C.	GPA et droit international privé	410
Section 7.	Effets de la filiation	411
§ 1 ^{er} .	Principe d'égalité des filiations	411
A.	Principe	411
B.	Enfant « incestueux »	412
§ 2.	Attribution du nom de famille	412
§ 3.	Contribution aux frais d'entretien et d'éducation des enfants	425
A.	Obligation parentale d'entretien, de formation et d'éducation des enfants	425
a.	Nature de l'obligation	425
b.	Étendue de l'obligation dans le temps	428
c.	Détermination du montant de la contribution alimentaire	436
1.	Principe de base : coût de l'enfant et facultés des parents	436
2.	Contribution à la dette	439
3.	Modalités de calcul de la contribution alimentaire	439
4.	Autorité des décisions rendues en matière alimentaire	446
d.	Indexation et éventuelle augmentation de plein droit	447
e.	Éventuelle ouverture d'un compte bancaire	448
f.	Voies d'exécution, avances et sanctions	450

1. Délégation de sommes	450		
2. Service des créances alimentaires	451		
3. Sanctions pénales	451		
g. Prescription	452		
B. Action alimentaire non déclarative de filiation à l'égard du père vraisemblable	453		
a. Principe	453		
b. Parties à la cause	453		
c. Délai de l'action	454		
d. Procédure	454		
e. Conditions et modes de preuve	454		
f. Montant de la contribution	455		
g. Effets de l'action déclarée fondée	455		
h. Cessation de l'obligation	455		
§ 4. Autorité parentale	456		
A. Préliminaire : devoir réciproque de respect et droit de l'enfant à une éducation non violente	456		
B. Titularité, notion et finalité	458		
C. Autorité parentale au sens large et au sens strict	460		
D. Prérogatives de l'autorité parentale au sens strict	461		
a. Attributs de l'autorité parentale relatifs à la personne de l'enfant	461		
b. Attributs de l'autorité parentale relatifs aux biens de l'enfant	466		
E. Exercice	469		
a. Principe : l'exercice conjoint de l'autorité parentale	469		
b. Exception : l'exercice exclusif de l'autorité parentale	476		
F. Sanctions civiles du non-respect du droit d'hébergement ou du droit aux relations personnelles	481		
G. Fin de l'autorité parentale	483		
a. Accession à l'âge de la majorité civile	483		
b. Impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale	484		
c. Déchéance de l'autorité parentale	485		
H. Relations personnelles hors autorité parentale	486		
I. Accueil familial	491		
a. Champ d'application	492		
b. Partage des attributs de l'autorité parentale	492		
			c. Exercice, par les accueillants, des droits et devoirs délégués
			495
			d. Droit de surveillance des parents ou du tuteur et droit aux relations personnelles
			496
			e. Pouvoirs de modification de la délégation par le tribunal de la famille
			497
			f. Fin de la délégation
			497
			g. Droit aux relations personnelles des ex-accueillants
			497
			CHAPITRE 2. – Adoption
			499
			Section 1. – Adoption et droits fondamentaux
			499
			Section 2. – Loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption et réformes subséquentes
			500
			Section 3. – Types d'adoption en droit belge
			501
			Section 4. – Conditions de l'adoption interne
			502
			§ 1 ^{er} . Conditions de fond en cas de première adoption
			502
			A. Respecter les conditions fondamentales
			502
			B. Pouvoir prétendre à la qualité d'adoptant
			504
			C. Remplir les conditions d'âge
			507
			a. Dans le chef des adoptants
			507
			b. Dans le chef de l'adopté
			509
			D. Être apte à adopter dans le cas de l'adoption d'un enfant mineur
			509
			a. Préparation
			509
			b. Jugement d'aptitude
			510
			c. Apparemment
			510
			E. Obtenir les consentements nécessaires
			511
			a. Dans le chef de l'adoptant
			511
			b. Dans le chef de l'adopté
			511
			c. Dans le chef du conjoint ou du cohabitant de l'adoptant ou de l'adopté
			512
			d. Dans le chef des parents de l'adopté mineur
			512
			e. Forme du consentement ou du refus
			513
			f. Contrôle des refus de consentement
			514
			§ 2. Conditions de fond en cas de nouvelle adoption
			515
			A. Hypothèses d'une nouvelle adoption
			515
			B. Consentements en cas de nouvelle adoption
			517

Section 5. – Procédure d'adoption interne	517
§ 1 ^{er} . Compétence <i>ratione materiae</i> et <i>ratione loci</i>	517
§ 2. Requête	518
§ 3. Enquête du ministère public et recueil des avis	518
§ 4. Enquête sociale	518
§ 5. Avis du procureur du Roi	519
§ 6. Audience	519
§ 7. Interventions éventuelles	520
§ 8. Prononciation du jugement	520
§ 9. Recours et éventuelle nouvelle demande	520
§ 10. Établissement de l'acte d'adoption	521
Section 6. – Révision de l'adoption	522
Section 7. – Révocation de l'adoption	523
Section 8. – Établissement de la filiation à l'égard de l'adoptant ou d'un tiers	528
Section 9. – Effets de l'adoption	529
§ 1 ^{er} . Moment de la prise d'effets	529
§ 2. Effets de l'adoption simple	529
A. Maintien des liens juridiques avec la famille d'origine	529
B. Nom et prénom	529
C. Investiture de l'autorité parentale	530
D. Empêchements à mariage-renvoi	531
E. Obligation alimentaire	531
F. Droits successoraux	532
§ 3. Effets de l'adoption plénière	532
A. Disparition des liens juridiques avec la famille d'origine	532
B. Nom et prénom	533
C. Empêchements à mariage	533
D. Droits successoraux	533
Section 10. – Droit d'accès aux origines personnelles	534
Index alphabétique	535
Bibliographie indicative	539